

### **Troisième Prépa-métiers : pour un collège réellement unique exigeons la suppression des dispositifs pré-professionnalisant en 3e.**

Le SNES-FSU doit exiger la suppression de la troisième Prépa-métiers tout en n'appelant pas au retour des Prépa-pro.

Le collège est prétendument le dernier segment de la scolarité commune à tou·tes. Mais il n'en est rien en réalité. Le véritable collège unique s'oppose à toute éviction précoce des élèves de la scolarité commune et il dispense les mêmes enseignements à tou·tes. Or, les élèves de troisième Prépa-métiers effectuent plusieurs semaines de stage en entreprise et ne bénéficient pas des mêmes horaires planchers disciplinaires. Ce dispositif évince et prive certain·es élèves d'une véritable culture commune, partagée et émancipatrice. De plus, le fondement de ce dispositif n'est pas justifié car tou·tes les élèves de Troisième générale, année fondamentale du point de vue de certains contenus disciplinaires, peuvent déjà poursuivre leur scolarité dans la voie professionnelle au lycée.

Au quotidien, dans les collèges, les personnels d'enseignement et d'éducation constatent le tri social s'opérer de manière plus ou moins directe. Témoins silencieux, iels y voient passer, ou plutôt s'inscrire ou être inscrit·es :

- des élèves, parfois à besoins particuliers, victimes des insuffisances structurelles de l'EN,
- des élèves primo-arrivant·es auquel·les une attention insuffisante a été accordée,
- des élèves pourtant sans projet professionnel à court ou moyen terme,
- des élèves qui n'ont pas capitalisé les codes scolaires ...

des élèves, en somme, qui subissent leur orientation, qui sont très rarement issu·es des classes sociales favorisées et qui sont par la force des choses privé·es du fait d'envisager à poursuivre des études.

La troisième Prépa-métiers représente donc une voie socialement marquée.

D'autre part, au collège les professeur·es constatent que la Troisième Prépa-métiers est un réel Cheval de Troie du privé dans notre service public d'éducation. Elle subit plus fortement que les classes dites banales l'entrisme d'associations ou plutôt d'officines aux intérêts privés, promouvant des idéologies néo-libérales. Nous devons dégager : *JobIRL*, *Viens voir mon taf* (et toutes les émanations de la coalition *l'Ascenseur*), celles soutenues par *United Way*, *Give me five* de *Vinci*, *Énergie Jeune*, et toutes les initiatives promues et payées par la *BNP*, *Total*, *AXA* et cie. Toutes ces officines qui pullulent sont hostiles à

l'École. Voyant dans l'École un marché juteux, elles essentialisent les difficultés des élèves, notamment celles et ceux des quartiers populaires. La troisième Prépa-métiers, par son fonctionnement, porte atteinte à la neutralité du service public d'éducation en formatant les élèves à l'idéologie de marché, à l'occasion par exemple de stages chez *Vinci* ou *Google*. Dans les collèges, il devient d'ailleurs de plus en plus difficile de lutter contre l'entrisme de ces associations. Soit parce que quand elles sont chassées par la porte, elles reviennent par la fenêtre, démultipliées. Soit parce que l'idéologie néo-libérale tend à gagner du terrain dans certaines salles des professeur·es où la réussite des élèves se conçoit de manière biaisée. Interrogeons-nous... L'élève devenu·e chef·fe des RH dans une entreprise qui délocalise et licencie à bout de bras est-iel un·e élève qui a réussi sa vie ? L'École a-t-elle réussi sa mission auprès de cet élève ?

Nous devons traiter ce fléau à la source et réaffirmer une structure réelle de collège unique. Cela passe par la suppression des dispositifs d'orientation au collège et par le rappel de notre mandat de reculer l'obligation scolaire à 18 ans. Le SNES-FSU doit défendre la nécessaire démocratisation des savoirs et rappeler sa croyance en l'éducabilité de tou·tes en exigeant la suppression des dispositifs d'orientation au collège. Pour ce faire, il doit refuser toute forme de cynisme ou de résignation et être force de proposition en repensant un lycée plus démocratisant et qui ne soit pas le résultat du tri social opéré au collège.

Refusons aussi l'idée que la formation doit être au service de l'employabilité car nos élèves ne sont pas de la chair à patron·nes. Refusons l'idée qu'un·e enfant qui n'a pas d'idée de projet professionnel à 15 ans à peine est définitivement perdu·e. Laissons jeunesse se faire, elle aura tout le temps pour travailler longtemps encore, surtout après les reculs liés à la dernière réforme des retraites. A l'inverse, revendiquons une École qui émancipe en donnant accès à une connaissance critique du monde qui nous entoure.

Jordi Le Cointe et Mina El Azzouzi, École émancipée, académie de Créteil.